



GRÈVE INTERPROFESSIONNELLE ET MANIFESTATIONS LE 18 MARS CONTRE L'AUSTÉRITÉ, POUR L'EMPLOI, LES SALAIRES, LA PROTECTION SOCIALE

Les déclarations du Président de la République du 14 janvier dernier confirment une politique d'austérité qui dégrade les conditions de vie du plus grand nombre, notamment des salariés, précaires et privés d'emploi. Déjà, en 2013, les nouveaux reculs sur les retraites et « l'accord interprofessionnel » (ANI) témoignaient d'un cap maintenu pour continuer à démanteler les conquêtes sociales dans notre pays.

La rigueur budgétaire et l'abaissement du coût du travail voulus par le patronat et mise en œuvre par l'actuel gouvernement, politiques menées dans le cadre du pacte budgétaire européen, ont un objectif : l'augmentation des profits des actionnaires. Elles ont une conséquence : l'austérité et son cortège de récessions.

Les UD CGT, Cgt-FO, FSU, Solidaires considèrent au contraire que la croissance économique passe par la satisfaction de revendications urgentes, en particulier :

- ▶ L'augmentation des salaires (bloqués dans de nombreux secteurs, dont la Fonction Publique, depuis 5 ans) qui génère plus de consommation donc plus d'emplois, plus de recettes pour la sécurité sociale et plus de rentrées fiscales pour financer les services publics,
- ▶ L'arrêt des licenciements, délocalisations et fermetures d'usine, la préservation des emplois industriels et publics,
- ▶ Le retour à la retraite à 60 ans à taux plein et l'abrogation des régressions opérées depuis 1993, pour favo-

riser entre autres l'embauche en CDI des jeunes, dont 25% sont au chômage,

- ▶ L'arrêt de tous les accords dits de compétitivité qui détériorent les conditions de travail des salariés et amputent leur pouvoir d'achat.

Contre « le pacte de responsabilité » qui vise à entraîner les organisations syndicales dans la mise en œuvre de la rigueur, les UD CGT, Cgt-FO, FSU Solidaires de Maine et Loire exigent :

- ▶ le maintien du financement de la branche famille par la cotisation employeur, partie intégrante du salaire (30 milliards d'Euros)
- ▶ et l'annulation des économies annoncées de 68 milliards d'Euros sur la dépense publique dans les 4 ans à venir.

Projets annoncés alors que le patronat bénéficie déjà de 230 milliards d'exonérations fiscales et sociales ou de crédit d'impôts chaque année, cadeaux qui pour autant n'ont jamais eu aucun impact sur l'emploi.

Les UD CGT, Cgt-FO, FSU, Solidaires de Maine et Loire soutiennent les nombreuses actions revendicatives et grèves en cours (Paulstra, Ardoisières, Brakes System –ex Bosch-, Inspecteurs du travail, La Poste...).

Elles considèrent plus globalement que pour contrer l'offensive généralisée qui touche les salariés du privé comme du public, les chômeurs comme les jeunes et les retraités, **il est temps d'y opposer une riposte d'ampleur.**

**Pour cela elles décident d'appeler les salariés (actifs, retraités, chômeurs)
du privé comme du public**

À LA GRÈVE INTERPROFESSIONNELLE LE 18 MARS

AUX MANIFESTATIONS LE 18 MARS

**À Angers : 10h30 Place Leclerc
À Cholet : 10h30 place Travot**

**À Saumur, 10h30, place Bilange
À Segré, 11h30, place de la république.**